



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Fonds international de
développement agricole

unicef



Programme
Alimentaire
Mondial



Organisation
mondiale de la Santé

2017

L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

RÉSUMÉ

RENFORCER LA RÉSILIENCE
POUR FAVORISER LA PAIX ET LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

TABLE DES MATIÈRES

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu de la publication ***L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017***.
La numérotation des tableaux et des figures correspond à ladite publication.

Messages clés	4
Avant-propos	5
PARTIE 1	
La sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde en 2017	9
Aperçu	9
Après une longue période de recul, la faim dans le monde gagne de nouveau du terrain	10
▶ FIGURE 1 Le nombre de personnes sous-alimentées est reparti à la hausse en 2014 et s'élèverait à 815 millions en 2016	11
▶ FIGURE 2 L'Afrique est la région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée; l'Asie est la région où le nombre absolu de personnes sous-alimentées est le plus élevé	12
La dénutrition infantile poursuit son déclin, mais l'excès pondéral prend de l'ampleur	12
Tendances de la malnutrition sous toutes ses formes	13
▶ FIGURE 6 L'excès pondéral chez l'enfant est en hausse dans presque toutes les régions	15
▶ FIGURE 7 L'obésité chez l'adulte progresse de plus en plus rapidement partout dans le monde	16
Des progrès au ralenti et des préoccupations nouvelles	16

PRIÈRE DE CITER COMME SUIT:

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2017.

L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017.

Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire.

Rome, FAO.

PARTIE 2**Conflits, sécurité alimentaire et nutrition: l'impératif de la paix durable****19****Aperçu****19****Pourquoi se concentrer sur les liens entre les conflits, la sécurité alimentaire et la nutrition?****19**

- ▶ **ENCADRÉ 7** Soudan du Sud – crise dans l'agriculture, les systèmes alimentaires et la santé publique 20
- ▶ **ENCADRÉ 8** Yémen – conflit, effondrement économique et destruction des moyens d'existence en milieu rural et urbain 21
- ▶ **FIGURE 14** La majorité des personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique vivent dans des pays touchés par un conflit 22
- ▶ **FIGURE 12** Hausse prononcée du nombre de conflits depuis 2010 23
- ▶ **ENCADRÉ 10** Liban – pressions économiques et défis de santé publique dans les pays qui accueillent des réfugiés syriens 23

Quelles sont les incidences des conflits sur la sécurité alimentaire et la nutrition?**24**

- ▶ **TABLEAU 4** Bouversements liés à la combinaison des conflits et des phénomènes climatique et associés à des situations de crise alimentaire en 2016 25
- ▶ **ENCADRÉ 11** Le pastoralisme en Afrique de l'Est - rupture des systèmes traditionnels et dégradation de l'environnement 26
- ▶ **FIGURE 18** Les conflits et les crises alimentaires consécutives à ces conflits ont entraîné des déplacements massifs de plus de 15 millions de personnes en 2016 27
- ▶ **ENCADRÉ 14** Évictions et dépossession des ressources naturelles et des terres en Colombie 28
- ▶ **ENCADRÉ 12** Le Printemps arabe et les flambées des prix des denrées alimentaires 29

L'insécurité alimentaire et la dénutrition peuvent-elles déclencher un conflit?**30**

- ▶ **FIGURE 20** Des flambées soudaines des prix des denrées alimentaires ont déclenché des émeutes de la faim et des manifestations dans plus de 40 pays 31

Le rôle de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la pérennisation de la paix**32****Recommandations générales****34****PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE****GAFATI, NIGER.** Une mère et son fils cultivent les terres agricoles familiales et plantent des arachides.

©FAO/Andrew Esiebo

MESSAGES CLÉS

→ En 2016, on estimait à 815 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, chiffre en hausse par rapport aux 777 millions dénombrés en 2015, mais qui reste toutefois inférieur aux quelque 900 millions de personnes sous-alimentées recensées en 2000.

→ Cette remontée récente, qui fait suite à une baisse prolongée, pourrait signaler une inversion de la tendance. La situation en matière de sécurité alimentaire a empiré, notamment dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie de l'Ouest, et la dégradation a été observée plus particulièrement dans les contextes de conflit et de conflit associé à des sécheresses ou des inondations.

→ Les multiples formes de la malnutrition coexistent, des pays affichant à la fois, des taux élevés de dénutrition chez l'enfant, d'anémie chez la femme et d'obésité chez l'adulte. L'excès pondéral et l'obésité progressent dans la plupart des régions, s'agissant des enfants et dans toutes les régions s'agissant des adultes.

→ Le nombre de conflits est également en hausse. Exacerbés par les chocs climatiques, les conflits ont des conséquences graves sur la sécurité alimentaire et sont l'une des causes de la progression récente de l'insécurité alimentaire.

→ Les conflits sont parmi les principales causes des crises alimentaires graves ainsi que des famines récemment réapparues, et la faim et la dénutrition frappent plus durement là où les conflits sont prolongés et les capacités institutionnelles faibles.

→ Dans les situations associées à un conflit, la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition ne peut pas se borner aux interventions habituelles: il faut prendre en compte la problématique du conflit en harmonisant les actions d'aide humanitaire immédiate, les opérations de développement à long terme et les efforts de paix.

→ Le rapport envoie un signal d'alarme fort et clair en indiquant qu'il sera difficile de satisfaire à l'ambition de libérer le monde de la faim et de la malnutrition d'ici à 2030 car, pour y parvenir, il faudra consentir des efforts renouvelés avec de nouvelles façons de travailler.

AVANT-PROPOS

Les ambitions de transformation associées au Programme de développement durable à l'horizon 2030 appellent l'ensemble des pays et des parties prenantes à travailler de concert afin d'en finir avec la faim et de prévenir toutes les formes de malnutrition d'ici à 2030. Pour satisfaire ces ambitions, il faudra impérativement rendre l'agriculture et les systèmes alimentaires durables, de sorte à garantir la stabilité des disponibilités alimentaires et à donner à chacun accès à une nutrition satisfaisante et à la santé. Le lancement du Programme 2030 a coïncidé avec le début de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) et donné ainsi une nouvelle impulsion à ces engagements en établissant un cadre d'action cohérent assorti d'un calendrier.

Cette année, le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* marque l'avènement d'une ère nouvelle de suivi des progrès accomplis pour parvenir à un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans le cadre défini par les objectifs de développement durable (ODD). Plus précisément, le rapport rendra compte désormais des avancées réalisées pour atteindre les cibles associées à l'élimination de la faim (cible 1 de l'ODD2) et à la prévention de toutes les formes de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2). Il comportera également des analyses thématiques montrant en quoi la sécurité alimentaire et la nutrition sont liés à d'autres cibles des ODD. Le champ d'étude ayant été étendu au thème de la nutrition, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont rejoint le groupe de partenaires élaborant habituellement ce rapport annuel, à savoir, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Nous espérons que le partenariat élargi nous aidera à mieux comprendre les diverses dimensions de ce qu'il faut faire pour éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition et se traduira par des actions intégrées permettant d'atteindre ce but essentiel.

Les défis qui nous attendent sont considérables. Comme l'indique la première partie du rapport, l'un des principaux constats alarmants est que, selon les estimations les plus

récentes, la faim dans le monde est repartie à la hausse en 2016 après une baisse prolongée et qu'elle touche aujourd'hui 815 millions de personnes. En outre, bien qu'elle demeure bien en deçà des niveaux observés il y a 10 ans, la part relative de la population mondiale souffrant de la faim a aussi progressé en 2016 d'après les estimations. Dans certaines parties du monde, cette recrudescence récente de la faim a atteint un niveau extrême, une famine s'étant déclarée dans diverses zones du Soudan du Sud début 2017 et des alertes de risque élevé de famine ayant été lancées pour trois autres situations (nord-est du Nigéria, Somalie et Yémen).

En 2016, la sécurité alimentaire s'est fortement dégradée dans certaines zones de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie de l'Ouest. Cette détérioration a été particulièrement marquée dans les situations de conflits, notamment quand les incidences du conflit sur la sécurité alimentaire ont été aggravées par des sécheresses ou des inondations parfois liées au phénomène El Niño. Cependant, une dégradation de la sécurité alimentaire a également été observée dans des contextes de paix, notamment quand le ralentissement économique a entraîné l'épuisement des recettes en devises et des recettes budgétaires, ce qui a un impact à la fois sur les disponibilités alimentaires, du fait de la réduction de la capacité d'importation, et sur l'accès aux aliments, du fait de la limitation des ressources budgétaires permettant de protéger les ménages pauvres de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés intérieurs.

La tendance à la hausse de la sous-alimentation n'a pas encore eu de répercussions sur les taux de retard de croissance chez les enfants, qui continuent à baisser. Cependant, il y a encore 155 millions d'enfants qui accusent un retard de croissance dans le monde. Ce chiffre demeure intolérablement élevé dans certaines régions et, si les tendances actuelles perdurent, la cible des ODD consistant à réduire le taux de retard de croissance chez l'enfant d'ici à 2030 ne sera pas atteinte. En outre, l'émaciation continue à menacer la vie de près de 52 millions d'enfants (soit 8 pour cent des enfants de moins de 5 ans), tandis que les taux d'excès pondéral et d'obésité sont en hausse dans la plupart des régions s'agissant des enfants et dans toutes les régions s'agissant des adultes – des données qui mettent en évidence le fait que le fardeau multiple de la malnutrition constitue un grave motif d'inquiétude.

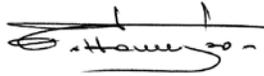
L'échec de la lutte menée pour faire reculer la faim dans le monde est étroitement lié à la montée des conflits et de la violence dans plusieurs parties du monde. Dans la deuxième partie du rapport, on s'attache à faire comprendre de manière plus claire les interactions entre conflits et sécurité alimentaire et nutrition, et à démontrer pourquoi les efforts consacrés à la lutte contre la faim doivent aller de pair avec les efforts de paix. Au cours de la dernière décennie, les conflits se sont spectaculairement multipliés et sont devenus plus complexes et insolubles. Les proportions les plus élevées d'enfants touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition s'observent notamment dans les pays frappés par un conflit.

Cette situation est encore plus alarmante dans les pays caractérisés par des conflits prolongés et des institutions fragiles. Ce constat a déclenché des signaux d'alarme que nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer: nous n'en finirons pas avec la faim et toutes les formes de malnutrition d'ici à 2030, à moins de nous attaquer à tous les facteurs qui compromettent la sécurité alimentaire et la nutrition. La promotion de l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives (ODD 16) constitue une condition indispensable à cette fin.

Nous sommes plus déterminés et décidés que jamais à intensifier les actions concertées pour être à la hauteur des ambitions du Programme 2030 et libérer le monde de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté. L'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition constitue un objectif ambitieux, mais nous sommes convaincus qu'il peut être atteint si nous renforçons nos actions communes et nous attaquons aux causes profondes qui placent tant de personnes en situation d'insécurité alimentaire, mettant en péril leur vie et aliénant leur avenir et celui de leur société. Il est évident que les conflits représentent un obstacle de taille à la réalisation de cet objectif et qu'il faudra recourir à des stratégies multisectorielles de secours humanitaires, de développement et de paix qui permettent de répondre aux besoins immédiats tout en réalisant les investissements nécessaires dans le renforcement de la résilience aux fins de l'instauration d'une paix durable et de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour tous.



José Graziano da Silva
Directeur général de la FAO



Gilbert F. Houngbo
Président du FIDA



Anthony Lake
Directeur exécutif de l'UNICEF



David Beasley
Directeur exécutif du PAM



Tedros Adhanom Ghebreyesus
Directeur général de l'OMS



BUJUMBURA, BURUNDI

Une femme reçoit des rations de semences dans une foire aux semences rurale.

©FAO/Giulio Napolitano

PARTIE 1

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE EN 2017

MESSAGES CLÉS

- Exacerbés par les chocs climatiques, les conflits ont des conséquences graves sur la sécurité alimentaire et sont l'une des causes de la progression récente de l'insécurité alimentaire.
- Cette tendance préoccupante en matière de sous-alimentation ne se répercute pas encore sur les niveaux de malnutrition infantile chronique (retard de croissance), qui poursuivent leur baisse – mais à un rythme plus lent dans plusieurs régions.
- L'émaciation continue de mettre en danger la vie de près de 52 millions d'enfants (8 pour cent).
- L'excès pondéral chez les enfants et l'obésité chez les adultes prennent de l'ampleur, et ce, même dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.
- Près d'un tiers (33 pour cent) des femmes en âge de procréer dans le monde souffrent d'anémie, ce qui menace également la nutrition et la santé de nombreux enfants.

APERÇU

L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017 marque le début d'une nouvelle ère dans le suivi des progrès accomplis en vue de l'élimination de la faim et de la malnutrition – un objectif défini par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (le «Programme 2030»).

Le rapport passe en revue les progrès accomplis s'agissant d'assurer l'accès de tous à une alimentation adéquate (cible 2.1) et de mettre fin à toutes les formes de malnutrition (cible 2.2). Pour la première fois, cette édition présente deux indicateurs de l'insécurité alimentaire. L'indicateur que la FAO utilise traditionnellement pour mesurer l'ampleur de la faim, à savoir la prévalence de la sous-alimentation (ou PoU, prevalence of undernourishment), est complété par l'indicateur de prévalence de l'insécurité alimentaire grave, qui est calculé à partir des données recueillies auprès de personnes adultes aux quatre coins du monde à l'aide de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire fondée sur les expériences (ou FIES, Food Insecurity Experience Scale). Cette échelle est un nouvel outil qui mesure, au moyen d'entretiens directs, l'accès des individus aux aliments. En outre, le rapport évalue les tendances au moyen de six indicateurs

relatifs à la nutrition, dont trois indicateurs de la malnutrition infantile utilisés dans le cadre de l'ODD 2, à savoir le retard de croissance, l'émaciation et l'excès pondéral.

Compte tenu de la portée élargie de l'étude, le partenariat habituel entre la FAO, le FIDA et le PAM en vue de la préparation du présent rapport a été étendu afin de tirer parti des savoirs et des compétences techniques de l'OMS et de l'UNICEF.

APRÈS UNE LONGUE PÉRIODE DE RECU, LA FAIM DANS LE MONDE GAGNE DE NOUVEAU DU TERRAIN

En 2016, on estimait à 815 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, chiffre en hausse par rapport aux 777 millions dénombrés en 2015, mais qui reste toutefois inférieur aux quelque 900 millions de personnes sous-alimentées recensées en 2000. Il n'en demeure pas moins que la hausse observée récemment suscite de vives inquiétudes et constitue un obstacle de taille à la concrétisation des engagements internationaux visant l'élimination de la faim d'ici à 2030.

Ce dur rappel à la réalité se fait l'écho d'une année peu réjouissante qui a vu un pays déclarer l'état de famine tandis que plusieurs autres se sont trouvés en proie à des situations d'insécurité alimentaire alarmantes, qui menacent de se transformer en famines. La situation s'est visiblement dégradée sur le plan de la sécurité alimentaire dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud-Est et de l'Ouest. C'est principalement dans les zones en conflit

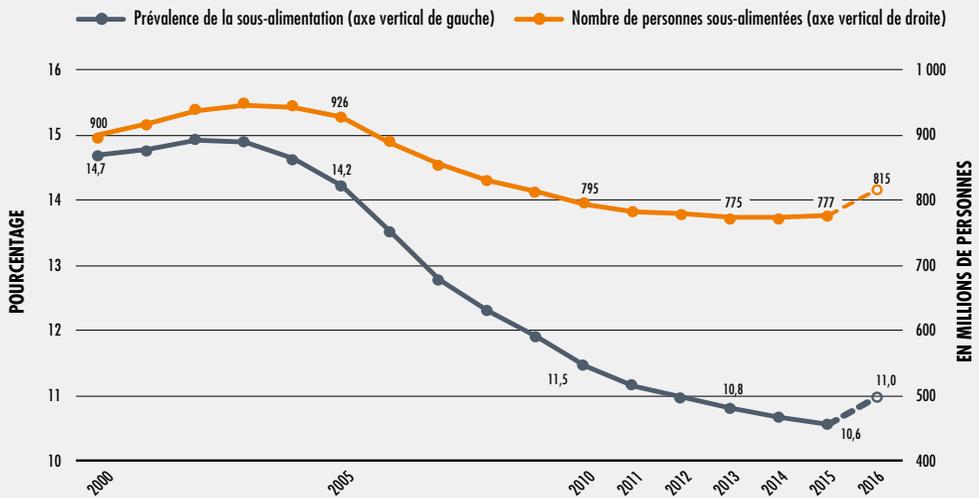
qu'on a observé une détérioration des conditions, souvent amplifiée par des sécheresses ou des inondations (provoquées en partie par le phénomène El Niño).

Prévalence de la sous-alimentation (PoU)

Les estimations de la PoU les plus récentes révèlent que, malgré une croissance démographique marquée, la proportion de personnes sous-alimentées dans le monde a reculé, passant de 14,7 pour cent en 2000 à 10,8 pour cent en 2013 (figure 1). Cependant, depuis peu, cette baisse s'opère à un rythme nettement plus lent, avec une quasi-stagnation entre 2013 et 2015. Fait plus alarmant encore, il semblerait, d'après les estimations de la FAO pour 2016, que la prévalence mondiale de la sous-alimentation en 2016 ait même progressé pour s'établir à 11 pour cent, ce qui signifierait un retour au niveau atteint en 2012 et un possible renversement de la tendance à la baisse qui s'était maintenue au cours des dernières décennies.

En chiffres absolus, le nombre de personnes souffrant d'une carence alimentaire chronique dans le monde a amorcé une hausse en 2014 – passant de 775 millions à 777 millions en 2015 – et on estime qu'il aurait continué de progresser pour atteindre 815 millions en 2016. L'Afrique subsaharienne demeure la région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée, avec un taux alarmant de 22,7 pour cent de la population en 2016. La situation revêt un caractère particulièrement urgent en Afrique de l'Est, où l'on estime que pas moins du tiers de la population est sous-alimenté.

En partie en raison de son poids démographique, l'Asie est la région qui compte le

FIGURE 1 LE NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES EST REPARTI À LA HAUSSE EN 2014 ET S'ÉLÈVERAIT À 815 MILLIONS EN 2016

NOTE: Prévalence et nombre de personnes sous-alimentées dans le monde pendant la période 2000-2016.

Les chiffres relatifs à 2016 sont des estimations prévisionnelles.

SOURCE: FAO.

plus de personnes sous-alimentées. La FAO estime qu'en 2016, près de 520 millions de personnes en Asie, plus de 243 millions en Afrique et plus de 42 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes n'avaient pas un apport énergétique alimentaire suffisant (figure 2).

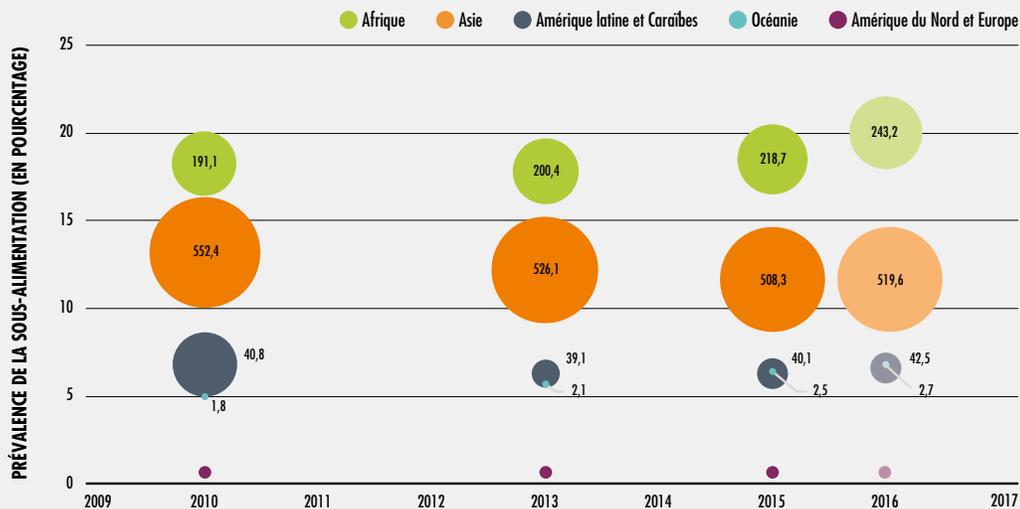
L'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire fondée sur les expériences (FIES)

L'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire fondée sur les expériences est un nouvel outil permettant de recueillir d'autres données factuelles sur l'état de la sécurité alimentaire. Les renseignements que la FAO a recueillis en 2014, 2015 et 2016 dans près

de 150 pays révèlent que près d'une personne sur dix dans le monde (9,3 pour cent) a été en proie à une insécurité alimentaire grave, ce qui représente quelque 689 millions de personnes. L'Afrique est la plus touchée, avec une proportion qui atteint pas moins de 27,4 pour cent de sa population, soit pratiquement quatre fois plus que les niveaux observés dans n'importe quelle autre région en 2016. Il s'agit également de l'une des régions où l'insécurité alimentaire

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE
DEMEURE LA RÉGION OÙ LA
POU EST LA PLUS ÉLEVÉE, avec
un taux alarmant de 27,7 pour
cent de la population en 2016.

FIGURE 2 L'AFRIQUE EST LA RÉGION OÙ LA PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION EST LA PLUS ÉLEVÉE; L'ASIE EST LA RÉGION OÙ LE NOMBRE ABSOLU DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES EST LE PLUS ÉLEVÉ



NOTE: Comparaison de la prévalence et du nombre de personnes sous-alimentées par région. La taille des cercles est proportionnelle au nombre de personnes sous-alimentées indiqué à l'intérieur (en millions). Les chiffres relatifs à 2016 sont des projections.

SOURCE: FAO.

prend de l'ampleur, plus particulièrement en Afrique subsaharienne, où l'on a constaté une progression de près de trois points de pourcentage de 2014 à 2016.

Une tendance à la hausse s'est aussi fait sentir en Amérique latine au cours de cette même période de trois ans, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave passant de 4,7 pour cent de la population à 6,4 pour cent. En Asie, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave a légèrement fléchi de 2014 à 2016, passant de 7,7 pour cent à 7,0 pour cent à l'échelle de toute la région,

principalement grâce à la baisse observée en Asie centrale et en Asie du Sud.

LA DÉNUTRITION INFANTILE POURSUIT SON DÉCLIN MAIS L'EXCÈS PONDÉRAL PREND DE L'AMPLEUR

Cependant, la tendance inquiétante observée au niveau de la sous-alimentation ne se reflète pas dans les résultats nutritionnels. Les données recueillies sur les diverses formes de malnutrition laissent entrevoir des baisses continues de la prévalence du

retard de croissance chez les enfants, comme en témoignent les moyennes mondiales et régionales. Parallèlement, l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans devient un problème grandissant dans la plupart des régions, tandis que l'obésité chez les adultes continue de gagner du terrain dans l'ensemble des régions. Ainsi, diverses formes de malnutrition coexistent, certains pays se trouvant confrontés à des taux élevés à la fois de dénutrition au sein de la population infantile et d'obésité au sein de la population adulte.

La cible 2.2 de l'objectif de développement durable 2 affirme la nécessité de mettre fin à «toutes les formes de malnutrition» d'ici à 2030, tout comme le fait la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition. La malnutrition se manifeste sous de multiples formes, de la dénutrition grave à l'excès pondéral et l'obésité. Elle touche les individus à toutes les étapes de la vie, depuis la conception jusqu'à la vieillesse, en passant par l'enfance, l'adolescence et l'âge adulte. La malnutrition peut être le résultat de carences en macronutriments (glucides, lipides ou protéines) ou en micronutriments (vitamines et minéraux). Elle peut être aiguë – à la suite d'une crise soudaine de l'accès à la nourriture, d'apports inadéquats en éléments nutritifs ou d'une infection – ou chronique, auquel cas elle se caractérise par des effets néfastes qui s'additionnent sur de longues périodes. À l'opposé, une consommation excessive de nourriture – synonyme d'apports caloriques trop élevés – et/ou des dépenses énergétiques limitées se traduisent par une prise de poids et une accumulation de graisse corporelle, qui peuvent provoquer des maladies non transmissibles liées au

régime alimentaire et d'autres problèmes de santé. Désormais, la dénutrition, l'excès pondéral et les maladies non transmissibles qui leur sont associées coexistent dans un grand nombre de régions, de pays, voire de ménages. Six indicateurs nutritionnels – trois faisant partie du cadre de suivi des ODD et trois autres étant liés aux cibles mondiales relatives à la nutrition adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) – sont décrits ci-après pour mieux appréhender le fardeau multiple de la malnutrition, qui n'épargne aucune région du monde.

Retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans

Le retard de croissance est un élément qui indique que les enfants sont trop petits compte tenu de leur âge, ce qui est révélateur d'un état de dénutrition chronique. Lorsque les enfants présentent un retard de croissance avant l'âge de 2 ans, ils sont exposés à un risque plus élevé de maladie et sont plus susceptibles que des enfants jouissant d'une alimentation adéquate de souffrir de déficiences cognitives et de difficultés d'apprentissage plus tard, durant leur enfance et leur adolescence.

D'après les dernières estimations pour 2016, 155 millions d'enfants de moins de 5 ans dans le monde souffrent d'un retard de croissance. À l'échelle mondiale, la prévalence de ce trouble a reculé, passant de 29,5 pour cent en 2005 à 22,9 pour cent en 2016. Toutefois, au rythme actuel, le nombre d'enfants présentant un retard de croissance atteindrait 130 millions d'ici à 2025.

Parmi les principaux facteurs déterminants du retard de croissance figurent notamment:

une santé et une nutrition maternelles précoces avant et pendant la grossesse et l'allaitement; un allaitement inadéquat; de mauvaises pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants; et des environnements insalubres pour les enfants, y compris le manque d'hygiène et d'assainissement.

Émaciation chez les enfants de moins de 5 ans

L'émaciation chez l'enfant, c'est-à-dire le fait d'être trop maigre pour sa taille, traduit un processus récent et grave qui conduit à une perte de poids ou à une prise de poids insuffisante. Ce trouble résulte souvent d'une insuffisance pondérale à la naissance, d'une alimentation inadéquate, de pratiques inappropriées en matière de soins ainsi que d'infections. Il constitue une préoccupation majeure dans la mesure où les enfants qui en sont atteints sont exposés à un risque plus élevé de maladie ou de décès. En 2016, 51,7 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans dans le monde – soit 7,7 pour cent – souffraient d'émaciation, 17 millions d'entre eux environ étant gravement atteints.

Excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans

Les enfants souffrant d'excès pondéral présentent des risques plus élevés de développer de graves problèmes de santé (diabète de type 2, hypertension, asthme ou autres problèmes respiratoires, troubles du sommeil ou maladies du foie). L'excès pondéral chez l'enfant accroît par ailleurs le risque d'obésité, de maladies non transmissibles liées à l'alimentation, de décès prématuré et d'invalidité à l'âge adulte.

Il faudra déployer des efforts colossaux pour parvenir à inverser la tendance, en misant

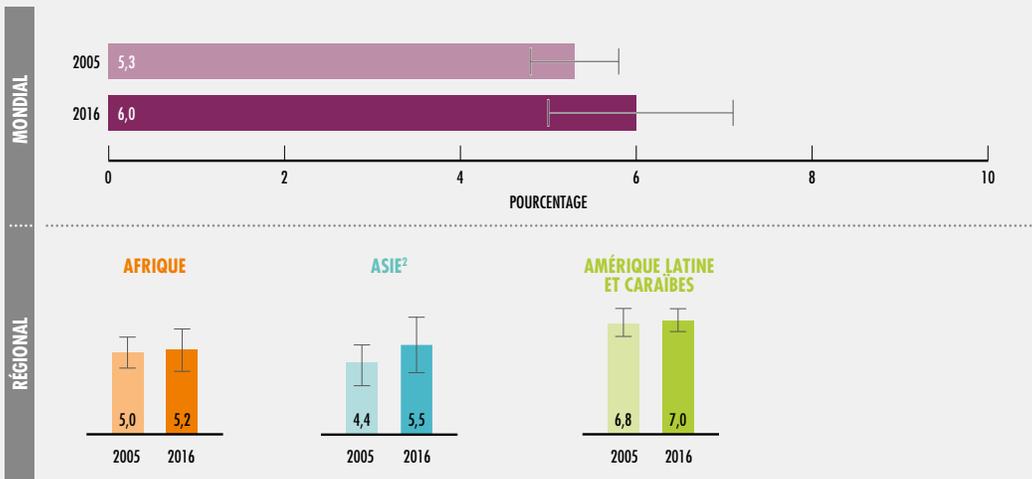
principalement sur la prévention. À l'échelle mondiale, on estimait à 41 millions le nombre d'enfants de moins de 5 ans considérés comme étant en excès pondéral en 2016, soit environ 6 pour cent (figure 6).

Obésité chez les adultes

L'obésité chez les adultes constitue un facteur majeur de risque de maladies non transmissibles, telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète et certains cancers. Ces maladies sont les premières causes de morbidité et de mortalité dans le monde et contribuent aux inégalités sociales. De 1980 à 2014, la prévalence mondiale de l'obésité a plus que doublé. En 2014, plus de 600 millions d'adultes étaient obèses, soit environ 13 pour cent de la population adulte mondiale. En moyenne, la prévalence était plus forte chez les femmes (15 pour cent) que chez les hommes (11 pour cent). Il existe de grandes disparités entre les différentes régions du monde (figure 7), mais le problème touche plus fortement l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Océanie, où 28 pour cent des adultes sont considérés comme obèses, contre 7 pour cent en Asie et 11 pour cent en Afrique. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, environ un quart de la population adulte souffre d'obésité.

Anémie chez la femme en âge de procréer

Les causes de l'anémie sont variées: régime alimentaire pauvre en micronutriments (fer, folate, riboflavine, vitamines A et B12, par exemple), infections aiguës ou chroniques (paludisme, tuberculose, VIH, etc.), autres maladies chroniques et cancer, ou troubles génétiques héréditaires. L'anémie est donc un indicateur d'une nutrition et d'un état

FIGURE 6 L'EXCÈS PONDÉRAL CHEZ L'ENFANT EST EN HAUSSE DANS PRESQUE TOUTES LES RÉGIONS¹

¹ Prévalence de l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans, en 2005 et en 2016.

² Asie et Asie orientale à l'exception du Japon.

SOURCE: Groupe de la Banque mondiale/OMS/UNICEF: Joint Child Malnutrition Estimates, édition 2017.

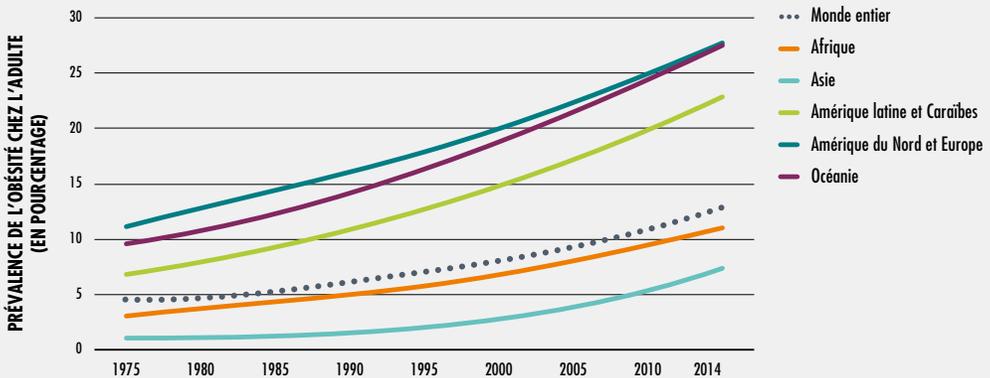
de santé déficients. Les enfants et les femmes sont particulièrement vulnérables.

Selon les plus récentes estimations à notre disposition, l'anémie touchait 33 pour cent des femmes en âge de procréer dans le monde en 2016. C'est en Afrique et en Asie que la prévalence de l'anémie est la plus forte, avec des taux supérieurs à 35 pour cent. À l'opposé, on observe les taux les plus faibles – sous la barre des 20 pour cent – en Amérique du Nord et en Europe ainsi qu'en Océanie.

Allaitement exclusif au sein des nourrissons de moins de 6 mois

L'allaitement au sein constitue une pierre angulaire de la survie et du développement de l'enfant, car il procure des éléments nutritifs d'une valeur irremplaçable, indispensables au développement physique et cognitif de l'enfant. Il contribue à réduire la mortalité infantile, à améliorer l'état nutritionnel, à prévenir les maladies courantes de l'enfance ainsi que les maladies non transmissibles, et favorise le développement et l'apprentissage. Il est considéré

FIGURE 7 L'OBÉSITÉ CHEZ L'ADULTE PROGRESSE DE PLUS EN PLUS RAPIDEMENT PARTOUT DANS LE MONDE



NOTE: Prévalence de l'obésité chez les adultes âgés de 18 ans et plus, de 1975 à 2014.

SOURCE: OMS/NCD-RisC et données de l'Observatoire de la santé mondiale (OMS), 2017.

comme étant l'intervention préventive qui a l'effet positif le plus important sur la survie des enfants.

À l'échelle mondiale, 43 pour cent des nourrissons âgés de moins de 6 mois étaient exclusivement allaités au sein en 2016, contre 36 pour cent en 2005. C'est en Asie du Sud (59 pour cent) et en Afrique de l'Est (57 pour cent) que la prévalence de l'allaitement exclusif au sein est la plus élevée. Celle-ci est nettement plus faible dans la région Amérique latine et Caraïbes (33 pour cent), en Asie de l'Est (28 pour cent), en Afrique de l'Ouest (25 pour cent) et en Asie de l'Ouest (21 pour cent).

DES PROGRÈS AU RALENTI ET DES PRÉOCCUPATIONS NOUVELLES

Les facteurs à l'origine de ces tendances varient d'un pays à l'autre, voire à l'intérieur d'un même pays. Les systèmes et les régimes alimentaires se transforment. À l'heure où les grandes entreprises ne cessent d'étendre leur emprise sur les marchés, les aliments fortement transformés deviennent plus facilement accessibles, et finissent par supplanter les denrées et les habitudes alimentaires traditionnelles. Les phénomènes météorologiques – dus en partie au changement climatique – ont nui à la disponibilité alimentaire dans nombre de pays et contribué à la hausse de l'insécurité alimentaire. Les ralentissements économiques survenus dans les pays fortement tributaires

des recettes tirées des exportations de pétrole et d'autres produits de base ont également eu des répercussions sur la disponibilité d'aliments ou ont réduit la capacité individuelle d'accéder aux aliments. La malnutrition ne tient pas seulement à un accès par trop limité à des aliments sûrs, nutritifs et en quantité suffisante. Elle découle également d'un ensemble de facteurs interdépendants liés à un accès insuffisant aux ressources et aux services, notamment à des soins de santé de qualité, à l'éducation, à de l'eau potable et à des services d'assainissement et d'hygiène. Les femmes en situation de pauvreté sont souvent confrontées à d'autres obstacles qui entravent encore davantage leur accès aux ressources et aux services. Des preuves irréfutables

démontrent que le fait d'améliorer l'éducation des femmes de même que leur condition au sein de leur foyer a une incidence positive directe sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier sur le plan de la nutrition infantile.

Parmi les causes à l'origine de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition figurent également les conflits, qui jouent un rôle de plus en plus important. Les personnes vivant dans des pays en proie aux affrontements et à la violence sont plus susceptibles d'être victimes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, en particulier dans les pays caractérisés par des conflits prolongés et des institutions fragiles.



MOSSOUL, IRAQ

Un civil déplacé fuyant les combats avec son bétail, début 2017.

©FAO/Cengiz Yar

PARTIE 2

CONFLITS, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION: L'IMPERATIF DE LA PAIX DURABLE

MESSAGES CLÉS

- La grande majorité des personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire et de sous-alimentation chroniques vivent dans des pays touchés par un conflit. D'après les estimations, cela est vrai pour 489 millions des 815 millions de personnes sous-alimentées et pour 122 millions des 155 millions d'enfants souffrant de retard de croissance.
- Au cours de la décennie écoulée, les conflits ont augmenté en nombre et sont devenus plus complexes, entravant les efforts entrepris pour éliminer la faim d'ici à 2030.
- La faim et la dénutrition font beaucoup plus de ravages lorsque les conflits sont prolongés et aggravés par une faible capacité institutionnelle et/ou des événements climatiques néfastes.
- Les interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition qui tiennent compte des situations de conflit et qui sont menées en temps utile peuvent contribuer à la pérennisation de la paix.
- L'insécurité alimentaire est en soi un facteur qui peut déclencher la violence et l'instabilité, particulièrement dans les contextes caractérisés par des inégalités diffuses et par des institutions fragiles.

APERÇU

La Partie 2 de la présente édition de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* passe en revue les éléments qui mettent en évidence l'influence des conflits sur la sécurité alimentaire et la nutrition et, inversement, la manière dont la détérioration des conditions de sécurité alimentaire peut exacerber les conflits, en particulier si d'autres facteurs surviennent. Elle analyse également le rôle essentiel que peuvent jouer les approches en matière de sécurité alimentaire et de nutrition tenant compte des situations de conflit, dans l'action menée en faveur de la pérennisation de la paix et de la prévention des conflits.

POURQUOI SE CONCENTRER SUR LES LIENS ENTRE LES CONFLITS, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION?

Au début de 2017, l'état de famine a été déclaré au Soudan du Sud et des alertes ont été émises concernant un risque élevé de conditions proches de la famine dans le nord-est du Nigéria, en Somalie et au Yémen. Tous ces cas sont caractérisés par la présence de conflits ou de guerres civiles, à l'instar de la plupart des pays confrontés à des crises alimentaires. En outre, d'après le classement de la FAO, 19 pays se trouvent en situation de crise prolongée. Ces 19 pays sont également touchés par des situations

ENCADRÉ 7 SOUDAN DU SUD – CRISE DANS L'AGRICULTURE, LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET LA SANTÉ PUBLIQUE

En décembre 2013, deux ans et demi après la déclaration d'indépendance du Soudan du Sud, la violence a éclaté dans la région du Haut-Nil. En 2016, elle avait gagné le Grand Équatoria et le Bahr el Ghazal occidental.

Sous l'effet du conflit en cours, l'insécurité alimentaire aiguë a augmenté d'une façon exponentielle et la famine a été déclarée dans certaines parties de l'État d'Unité en février 2017.

Plus de 4,9 millions de personnes (soit plus de 42 pour cent de la population) sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire grave, chiffre qui devrait atteindre 5,5 millions en 2017 si rien n'est fait pour remédier à la situation.

Les conflits armés et la violence communautaire détruisent les moyens d'existence des populations rurales, anéantissent leurs biens de production, aggravent la pauvreté et accroissent la vulnérabilité de millions de personnes. La production agricole et les systèmes alimentaires ont été perturbés, l'élevage a décliné de manière considérable et la violence qui se propage vers les greniers céréaliers de l'Équatoria a de graves effets sur la production. La violence limite l'accès aux marchés et désorganise les flux commerciaux, n'épargnant ni les éleveurs, ni les consommateurs, ni les négociants.

L'accès aux aliments a été compromis par de fortes hausses des prix, l'inflation ayant été stimulée par les pénuries, la dévaluation de la monnaie et des coûts de transport élevés dus à l'insécurité qui règne le long des principaux axes commerciaux. La croissance annuelle de l'inflation a atteint un pic de 836 pour cent en octobre 2016.

Dans les zones les plus touchées, les aliments sont utilisés comme une arme, et les blocus, ainsi que les menaces sécuritaires qui cantonnent les populations dans les marécages, leur interdisent l'accès aux aliments et aux soins de santé. L'acheminement de l'aide vers les zones les plus durement frappées est limité car les belligérants bloquent délibérément les livraisons alimentaires d'urgence, détournant les camions et tuant les agents humanitaires. L'absence de protection des civils contre la violence a fait 1,9 million de personnes déplacées et plus de 1,26 million de réfugiés, qui ont perdu leurs moyens d'existence et sont tributaires de l'aide pour survivre.

de conflit et de violence, qui sont habituellement aggravées par des événements climatiques néfastes, des sécheresses prolongées, par exemple, qui ont des conséquences graves sur la production alimentaire et les moyens d'existence.

Les personnes qui vivent dans des pays touchés par un conflit sont plus exposées

à l'insécurité alimentaire et à la sous-alimentation. Les dernières estimations de la FAO pour 2016, présentées dans la première partie, indiquent que dans le monde, 815 millions de personnes – un peu plus d'une personne sur neuf – sont sous-alimentées. Une vaste majorité d'entre elles – soit 489 millions – vivent dans des pays en proie aux conflits, à la violence et à la fragilité, dans

ENCADRÉ 8 YÉMEN – CONFLIT, EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE ET DESTRUCTION DES MOYENS D'EXISTENCE EN MILIEU RURAL ET URBAIN

Les estimations indiquent que depuis mars 2017, 17 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave au Yémen. Cela représente 60 pour cent de la population – soit une augmentation de 20 pour cent par rapport à juin 2016 et de 47 pour cent depuis juin 2015. La dénutrition chronique infantile (retard de croissance) est de longue date un problème sérieux, mais la courbe de la dénutrition aiguë (émaciation) est montée en flèche ces trois dernières années.

L'escalade de la crise du secteur public due au conflit se poursuit, créant une multitude d'incertitudes, notamment la menace d'une faillite du système bancaire.

L'incapacité du gouvernement à payer les salaires accélère la chute économique et précipite de vastes pans du pays dans une spirale destructrice qui mène vers une insécurité alimentaire extrême et une pauvreté croissante.

La situation de la nutrition a été aggravée par l'effondrement dramatique du système de santé et de ses infrastructures, un foyer de choléra et autres épidémies qui ont touché plusieurs gouvernorats en 2016 et se poursuivent en 2017, l'épuisement de l'épargne causée par la suppression des filets de sécurité et des salaires des fonctionnaires, la mise à mal des stratégies d'adaptation visant à préserver les moyens d'existence et, enfin, de faibles possibilités d'accéder aux aliments, tant matériellement que financièrement.

lesquels les taux de sous-alimentation sont plus élevés que dans les pays qui ne sont pas touchés par des conflits.

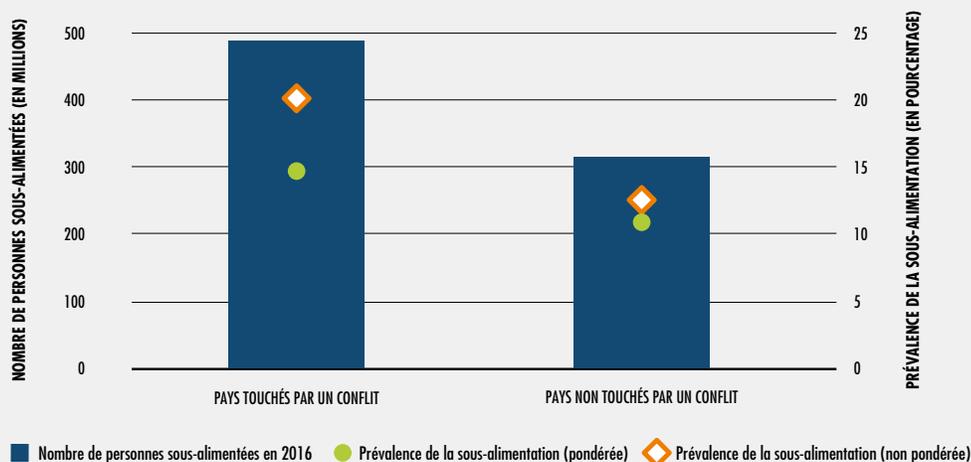
Les conflits et la violence ont provoqué le déplacement de millions de personnes, déclenchant ou prolongeant l'insécurité alimentaire au sein des communautés d'accueil.

Par exemple, la guerre civile en République arabe syrienne a poussé plus de 6 millions de personnes à fuir leur foyer pour s'installer ailleurs dans le pays et 5 millions de personnes à gagner des pays voisins. À l'heure actuelle, les personnes déplacées passent en moyenne plus de 17 ans dans

des camps ou auprès de communautés d'accueil.

Le Programme 2030: favoriser sa réalisation au moyen d'approches qui tiennent compte des situations de conflit

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 établit un lien explicite entre le développement durable et la paix et prône une approche transformationnelle tout en invitant à intensifier la collaboration en matière de prévention, d'atténuation et de résolution des conflits, sans oublier le relèvement après un conflit. L'universalité, la portée et le caractère indivisible des ODD ont des conséquences importantes sur l'action en faveur de la sécurité alimentaire

FIGURE 14 LA MAJORITÉ DES PERSONNES EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE CHRONIQUE VIVENT DANS DES PAYS TOUCHÉS PAR UN CONFLIT


NOTES: Prévalences et nombres de personnes sous-alimentées dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire touchés et non touchés par un conflit, en 2016.

SOURCE: Classement des pays touchés et non touchés par un conflit établi à l'aide des données de l'UCDP; données de la FAO sur la prévalence de la sous-alimentation.

et de la nutrition dans les contextes marqués par des conflits.

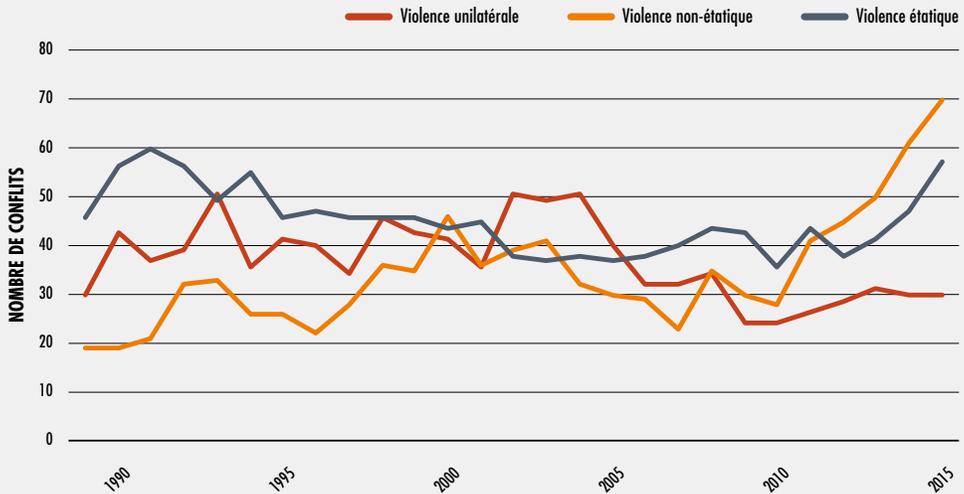
L'évolution de la nature des conflits et ses conséquences sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Les guerres sont devenues moins fréquentes au cours des décennies récentes, atteignant en 2005 le chiffre le plus bas jamais enregistré. Toutefois, le nombre de conflits violents et de décès liés aux conflits est en recrudescence.

Le nombre des conflits et des déplacements de population dus à des conflits internes ou intraétatiques sont deux signes qui font

craindre que les tendances actuelles se confirment au cours des années à venir. Les conflits violents ont augmenté de façon dramatique depuis 2010 et n'ont jamais été aussi nombreux (figure 12). Les conflits entre deux factions armées organisées, dont aucune n'est un gouvernement ou un état ont augmenté de 125 pour cent depuis 2010, dépassant tous les autres types de conflits. Les conflits impliquant des États ont également augmenté pendant la même période, à raison de plus de 60 pour cent.

Les guerres civiles ou les conflits internes sont désormais plus nombreux que les conflits interétatiques ou que les conflits externes

FIGURE 12 HAUSSE PRONONCÉE DU NOMBRE DE CONFLITS DEPUIS 2010

SOURCE: Uppsala Conflict Data Program (UCDP) (Programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits).

ENCADRÉ 10 LIBAN – PRESSIONS ÉCONOMIQUES ET DÉFIS DE SANTÉ PUBLIQUE DANS LES PAYS QUI ACCUEILLENT DES RÉFUGIÉS SYRIENS

La crise en République arabe syrienne a eu d'énormes répercussions au Liban. Le pays connaît une récession économique et est confronté à l'arrivée de 1,5 million de réfugiés supplémentaires.

Le ralentissement de l'économie tient à la montée de l'insécurité, à la perturbation des voies commerciales et au recul de la confiance des investisseurs et des consommateurs. Les exportations et les investissements étrangers directs ont reculé de 25 pour cent entre 2013 et 2014, et le tourisme a diminué de 60 pour cent depuis le début de la crise.

Les marchés du logement et de l'emploi, ainsi que l'offre et la qualité des services publics ont particulièrement pâti de l'afflux de réfugiés. L'offre de main d'œuvre a augmenté de 50 pour cent et les effectifs des écoles publiques de 30 à 35 pour cent, tandis que la demande de services publics de santé a également enregistré une hausse soudaine.

La crise a un impact disproportionné sur des ménages qui sont déjà vulnérables, non seulement parce que les emplois non qualifiés sont insuffisants et les services publics surchargés, mais aussi parce que la moitié des réfugiés est concentrée dans les zones les plus pauvres (soit un tiers des districts). Les pauvres le deviendront encore davantage et il faut s'attendre à des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

entre des États. En d'autres termes, ce ne sont plus les conflits entre nations qui prévalent, mais les conflits au sein des nations. Cette tendance est toutefois compensée par une augmentation sensible du nombre de conflits intérieurs internationalisés.

Un conflit interne ne saurait être isolé. L'implication d'acteurs internationaux et les vastes mouvements de population qu'il suscite ont des retombées au-delà des frontières et des continents. Dans la même veine, les conséquences de l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits

LES GUERRES CIVILES OU LES CONFLITS INTERNES sont désormais plus nombreux que les conflits interétatiques ou que les conflits externes entre des États.

ne sont plus limitées à des pays ou à des régions spécifiques, mais acquièrent une dimension mondiale.

QUELLES SONT LES INCIDENCES DES CONFLITS SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION?

Les conflits sont souvent le principal déterminant de la famine et des crises alimentaires. Pendant la seule année 2016, en raison des conflits violents et de l'insécurité civile, plus de 63 millions de personnes dans 13 pays ont été réduites à une situation grave d'insécurité alimentaire aiguë nécessitant une assistance humanitaire urgente.

Des corrélations simples montrent que les niveaux d'insécurité alimentaire et de dénutrition chroniques ou aiguës sont plus

élevés dans les pays touchés par des conflits. En 2016, la moyenne non pondérée de la prévalence de la sous-alimentation dans les pays touchés par un conflit était de presque huit points de pourcentage supérieure à celle des pays non touchés par des conflits (figure 14). L'écart est encore plus prononcé en ce qui concerne la dénutrition de l'enfant. En effet, près de 122 millions d'enfants, soit 75 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance, vivent dans des pays touchés par un conflit, et l'écart moyen avec les pays qui ne sont pas touchés par un conflit est de neuf points de pourcentage.

Les problèmes liés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition aiguës ont tendance à s'amplifier lorsque des catastrophes naturelles – sécheresses ou inondations, entre autres – aggravent l'impact des conflits (tableau 4). La concomitance de conflits et de catastrophes naturelles d'origine climatique pourrait être plus fréquente sous l'effet du changement climatique, car celui-ci non seulement aggrave les problèmes liés à l'insécurité alimentaire et à la sous-alimentation, mais peut aussi mener inexorablement à des conflits, des crises prolongées et des situations de fragilité.

Les conflits peuvent causer des crises économiques profondes, accroître l'inflation et éroder les finances publiques, ce qui a un effet préjudiciable sur les moyens d'existence et sape les capacités d'intervention. Une étude récente réalisée dans 20 pays montre que les conflits armés réduisent le PIB par habitant de 17,5 pour cent en moyenne⁴⁸. Le ralentissement de l'économie a généralement pour effet d'éroder les

TABLEAU 4 BOULEVERSEMENTS LIÉS À LA COMBINAISON DES CONFLITS ET DES PHÉNOMÈNES CLIMATIQUE ET ASSOCIÉS À DES SITUATIONS DE CRISE ALIMENTAIRE EN 2016

Pays	Principal effet négatif sur la sécurité alimentaire imputable à un phénomène climatique ou météorologique	Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire (IPC/CH phase 3+), en millions
Afghanistan	inondations, glissements de terrain en hiver; sécheresse dans la province de Ghor	8.5
Burundi	phénomène El Niño	2.3
Iraq*	sécheresse	2.0
République arabe syrienne*	sécheresse à Alep, Idlib et Homs	5.9
République centrafricaine	inondations localisées	1.5
République démocratique du Congo	phénomène El Niño	2.9
Somalie	sécheresse en rapport avec le phénomène El Niño	4.9
Soudan	phénomène El Niño	4.4
Soudan du Sud	sécheresses et inondations	7.0
Yémen	inondations, pluies torrentielles et cyclones tropicaux	14.1
Total		53.5

NOTE: Les chiffres relatifs au nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les pays signalés par un astérisque sont fournis par les gouvernements, le module de la sécurité alimentaire [Food Security Cluster] (HNO ou HRP) ou le PAM (chiffres calculés avec la méthode CARI [Consolidated Approach to Reporting Indicators of Food Security]); les chiffres relatifs au Soudan du Sud et à la Somalie se fondent sur des analyses IPC [Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire] menées en janvier et février 2017, à partir de données de 2016.

SOURCE: Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (FSIN). 2017. *Global Report on Food Crises 2017* (Rapport mondial sur les crises alimentaires 2017). Rome.

finances publiques, ce qui peut diminuer voire, dans les cas extrêmes, bouleverser totalement les mécanismes de protection sociale. Il peut aussi avoir un impact négatif sur les services sociaux de base, qui jouent un rôle essentiel dans la réalisation des résultats escomptés en matière de

nutrition, notamment la disponibilité de soins de santé et d'eau propre et salubre. Les conflits peuvent aussi désorganiser les canaux d'exportation et épuiser les ressources en devises, limitant la capacité d'importation et causant des pénuries de produits ainsi que des pressions inflation-

ENCADRÉ 11 LE PASTORALISME EN AFRIQUE DE L'EST – RUPTURE DES SYSTÈMES TRADITIONNELS ET DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Les conflits prolongés et récurrents ont modifié les pratiques de pacage des éleveurs pastoraux en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda et diminué leur résilience ainsi que l'efficacité de leurs stratégies d'adaptation.

La FAO a documenté le rôle des conflits dans la désintégration des systèmes traditionnels et la manière dont celle-ci contribue à la dégradation de l'environnement, minant ainsi la viabilité à long terme des moyens d'existence pastoraux. Au Kenya, des informateurs-clés au Kula Mawe (Borana) ont indiqué que même en temps de paix, les animaux paissent dans un rayon de 15 kilomètres, par peur des raids orchestrés par les Somali ou les Samburu. Concentrer le bétail dans des aires restreintes cause le surpâturage et la dégradation de l'environnement.

En Ouganda, les éleveurs pastoraux ont été forcés de se concentrer dans des zones déterminées, ce qui provoque des problèmes de surpâturage et de dégradation de l'environnement qui minent leurs moyens d'existence et la capacité de la communauté à s'adapter aux sécheresses et autres catastrophes d'origine climatique. Des établissements humains surpeuplés entraînent la perte de sol sous l'effet de l'érosion. Les communautés souffrent aussi de la pénurie et de l'utilisation excessive d'eau, dues au surcroît de population et d'animaux. De la surexploitation des terres cultivées et de la pression excessive exercée sur les sols découlent la perte de fertilité, le déboisement et l'épuisement de la biomasse. La dégradation de l'environnement est exacerbée par l'abattage des arbres et le ramassage des herbes utilisés dans les travaux de construction, l'approvisionnement en bois de feu, la production de charbon de bois destiné à la consommation du ménage et à la vente.

En Éthiopie, des conflits violents et sporadiques entre les Borana, les Garre, les Guji et les Konso sont devenus courants. Ces conflits se produisent au niveau local, mais leur dynamique juridique, politique et économique complexe les projette dans une dimension nationale, voire régionale, englobant ainsi les communautés et leurs alliés dans le reste du pays et au-delà de la frontière, au Kenya.

nistes. Pour les pays importateurs nets de produits alimentaires, la perturbation des importations peut vraiment mener à la

À L'HEURE ACTUELLE UNE PERSONNE SUR 113

est soit un réfugié, soit une personne déplacée à l'intérieur de son propre pays, soit un demandeur d'asile.

diminution de la disponibilité alimentaire sur les marchés et à la réduction de l'offre, à des prix abordables, d'articles non alimen-

taires qui sont nécessaires à la préparation des aliments (par exemple le combustible). Par ailleurs, l'inflation peut avoir des répercussions non négligeables sur l'accès des ménages aux aliments, les prix élevés leur interdisant d'acheter ce dont ils ont besoin.

Conséquences sur l'agriculture, les systèmes alimentaires et les moyens d'existence des ruraux

FIGURE 18 LES CONFLITS ET LES CRISES ALIMENTAIRES CONSÉCUTIVES À CES CONFLITS ONT ENTRAÎNÉ DES DÉPLACEMENTS MASSIFS DE PLUS DE 15 MILLIONS DE PERSONNES EN 2016

DÉPLACEMENTS
DÉPLACEMENTS MASSIFS (À L'INTÉRIEUR D'UN PAYS OU TRANSFRONTALIERS) PROVOQUÉS PAR DES CONFLITS

	RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE 4,8M
	YÉMEN 3,2M
	IRAQ 3,1M
	SOUDAN DU SUD 3M
	NORD-EST DU NIGÉRIA 2,1M
	SOMALIE 2,1M

NOTE: Nombre de personnes déplacées suite à un conflit dans les six principales situations mondiales de crise alimentaire en 2016 (en millions).

SOURCE: Réseau d'information sur la sécurité alimentaire 2017. Rapport mondial sur les crises alimentaires 2017. Rome.

En moyenne, 56 pour cent de la population des pays touchés par un conflit vit dans les zones rurales, où les moyens d'existence sont largement tributaires de l'agriculture. Dans les contextes de crise prolongée, la proportion de la population qui vit dans les zones rurales est de 62 pour cent en moyenne mais elle peut dépasser 80 pour cent dans certains pays tels que le Burundi, l'Éthiopie et le Niger. La plupart des conflits frappent principalement les zones et les populations

rurales et ont de lourdes incidences sur l'agriculture, les systèmes alimentaires et les moyens d'existence. Dans de nombreux pays touchés par un conflit, l'agriculture de subsistance joue encore un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire de la plus grande partie de la population.

Les impacts dus aux déplacements de personnes

D'après les estimations du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), on dénombrait 64 millions de personnes déplacées dans le monde en 2016, dont 16 millions étaient des réfugiés et 36,4 millions des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI). La majorité des personnes déplacées de force se trouvent dans des pays en développement en Afrique, au Proche-Orient et en Asie du Sud. Plus de la moitié des réfugiés du monde viennent de pays touchés par un conflit (figure 18).

À l'heure actuelle, dans neuf pays, plus de 10 pour cent de la population entre dans la catégorie des réfugiés ou des personnes déplacées. Parmi eux, la Somalie et le Soudan du Sud comptent plus de 20 pour cent de personnes déplacées au sein de leur population et la République arabe syrienne plus de 60 pour cent.

Le nombre de personnes déplacées dans le monde n'a jamais été aussi élevé alors que les guerres et les persécutions ne cessent de faire rage. À l'heure actuelle une personne sur 113 est soit un réfugié, soit une personne déplacée à l'intérieur de son propre pays, soit un demandeur d'asile.

ENCADRÉ 14 ÉVICTIONS ET DÉPOSSESSION DES RESSOURCES NATURELLES ET DES TERRES EN COLOMBIE

La Colombie a été le théâtre d'un conflit qui a duré cinq décennies, faisant jusqu'à six millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, soit 14 pour cent de la population totale. Ces chiffres sont le résultat de stratégies systématiques d'éviction et de dépossession menées par des groupes armés désireux de se saisir de territoires ruraux, de contrôler les ressources naturelles et la terre et de s'approprier les dividendes découlant de ces ressources. Les stratégies et les déplacements forcés ont également été associés avec l'économie du trafic des stupéfiants, dont l'expansion passe par le contrôle des voies d'acheminement et des terres dévolues aux cultures illégales. Les déplacements forcés à grande échelle sont non seulement le principal effet des conflits armés, mais aussi la principale cause de l'insécurité alimentaire. Ce sont les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment les communautés ethniques, qui ont pâti le plus de la situation.

Le conflit colombien a eu des répercussions socioéconomiques à court terme et à long terme. Les stratégies d'éviction et de dépossession menées par les rebelles ont d'abord mené au déplacement des agriculteurs et des ménages ruraux, tout en favorisant la concentration de la propriété foncière aux mains d'un petit nombre et en introduisant des modifications durables dans l'utilisation des terres et la production agricole (des cultures alimentaires de base aux cultures de rente, notamment l'huile de palme et les feuilles de coca). Cela a eu des effets sur la pauvreté et les inégalités ainsi que sur la production alimentaire et l'accès aux aliments. Pour la période allant de 1980 à 2010, on estime que 6,6 millions d'hectares de terres ont été abandonnés par suite des déplacements de population. Ce chiffre serait encore plus élevé si les territoires des communautés ethniques étaient inclus. La dépossession a surtout visé la petite propriété et les exploitations agricoles. Ce sont donc les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables qui ont été le plus touchés. Il devenait essentiel pour la Colombie de compenser les dommages matériels subis par les personnes déplacées et les populations rurales par suite du conflit, notamment au moyen de mesures favorisant la restitution des terres et des logements et l'amélioration de l'accès au capital circulant et aux biens d'équipement.

En plus des déplacements qu'ils occasionnent directement, les conflits violents peuvent conduire à l'effondrement des moyens d'existence, forçant les populations à fuir pour survivre. Le risque de maladie est souvent exacerbé par les conflits, car les gens sont forcés de vivre dans un milieu insalubre, dans des abris surpeuplés, et ne disposent pas toujours d'un accès à l'eau, aux installations d'assainissement

et aux services de santé.

Stratégies d'adaptation, résilience et rôle de la parité hommes-femmes et des réseaux sociaux

La résilience est un concept important pour survivre dans une situation de conflit et veiller à ce que les chocs et les facteurs de stress n'aient pas d'effets à long terme sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

ENCADRÉ 12 LE PRINTEMPS ARABE ET LES FLAMBÉES DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Plusieurs études ont établi que les prix élevés des aliments, en s'ajoutant aux autres motifs de mécontentement, avaient pu contribuer à déclencher le mouvement de contestation de la fin de 2010 et du début de 2011, d'abord en Tunisie et ensuite dans d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Tous les pays concernés par le Printemps arabe sont importateurs nets d'aliments, ce qui explique la grande vulnérabilité de leur population face aux flambées des prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale, en 2008 et 2011. Si l'on ajoute à cela les forts taux de chômage, on obtient une forte hausse du coût de la vie et une érosion du niveau de vie, qui ont été vécues comme exacerbant le problème de l'insécurité alimentaire dans la région.

La hausse abrupte des prix des denrées alimentaires à partir de 2007 a également contribué à l'effritement d'un système social qui avait permis aux gouvernements de subventionner la nourriture, les logements, les services et les combustibles et, souvent, de garantir de très nombreux emplois dans la fonction publique, mais qui était désormais au-dessus de leurs moyens.

Dans un premier temps, les individus s'engagent généralement dans des stratégies d'adaptation réversibles qui ont des effets à court terme: ils changent légèrement leurs habitudes alimentaires ou suppriment un repas. Toutefois, au fur et à mesure que ces options s'épuisent ou disparaissent et que l'insécurité s'aggrave, les ménages sont plus enclins à employer des stratégies extrêmes, plus préjudiciables et moins réversibles. Ils s'orientent alors vers des solutions plus désespérées, telles que la vente à perte de leur bétail ou de leurs biens productifs comme leurs outils agricoles. Enfin, les conflits graves et/ou persistants peuvent se solder par l'effondrement des mécanismes d'adaptation, entraînant l'exode, la misère et dans les cas extrêmes, la famine et la mort.

Les conflits tendent à bouleverser la répartition des rôles entre les hommes et les

femmes ainsi que les normes sociales. Les hommes et les jeunes garçons sont plus susceptibles d'être engagés dans les combats et courent plus de risques de se voir enrôlés de force dans des groupes militaires ou d'être orientés par la société vers une masculinité violente.

L'engagement des hommes dans les conflits confère de nouvelles responsabilités aux femmes. En plus de leurs fonctions de principales pourvoyeuses de soins, c'est à elles de faire vivre le ménage et d'assurer notamment l'accès à la nourriture, la nutrition et les soins de santé des membres du foyer. Les situations de conflit sont souvent caractérisées par une augmentation des violences sexuelles, dont les femmes sont les premières victimes. La violence et le traumatisme qui s'ensuit causent un préjudice direct aux femmes, et tendent à diminuer leur capa-

cité de subvenir aux besoins de la famille.

Souvent, les femmes rurales ont plus de mal à accéder aux ressources et aux revenus, ce qui les rend plus vulnérables et plus enclines à prendre des risques dans leurs stratégies de survie. Ces stratégies peuvent avoir des conséquences sur la santé et compromettre la sécurité alimentaire de tout le ménage, la capacité à produire et préparer les aliments diminuant avec la maladie. Dans les situations de crise et parmi les réfugiés, une femme sur cinq en âge de procréer est probablement enceinte. Les conflits soumettent ces femmes et leurs bébés à des risques accrus en cas de défaillance du système de santé et leur sécurité alimentaire se détériore.

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA DÉNUTRITION PEUVENT-ELLES DÉCLENCHER UN CONFLIT?

Facteurs qui déterminent et conditionnent des modifications de la sécurité alimentaire propres à déclencher des conflits

La pauvreté, la faim et l'insécurité alimentaire, ainsi que la répartition inégale des revenus, des terres et d'autres biens matériels peuvent susciter parmi certains secteurs de la population des sentiments de haine et de désespoir ainsi que la perception d'un manque d'équité et de justice sociale.

Ces griefs peuvent être exploités par des individus ou des groupes dans le but de fomenter la violence. Comme indiqué précédemment, les conflits ont des incidences importantes sur la sécurité alimentaire et la nutrition, surtout lorsqu'ils se prolongent

et sont couplés à de faibles capacités de riposte sur le plan institutionnel (fragilité). Des institutions fragiles et une mauvaise gouvernance expliquent en partie que des chocs exogènes produisent de la violence dans un pays et pas dans un autre. Les études ont montré que pendant les crises des prix alimentaires qui ont sévi en 2007-2008, la probabilité d'émeutes était beaucoup plus élevée dans les pays en développement classés dans la catégorie des pays en situation de fragilité.

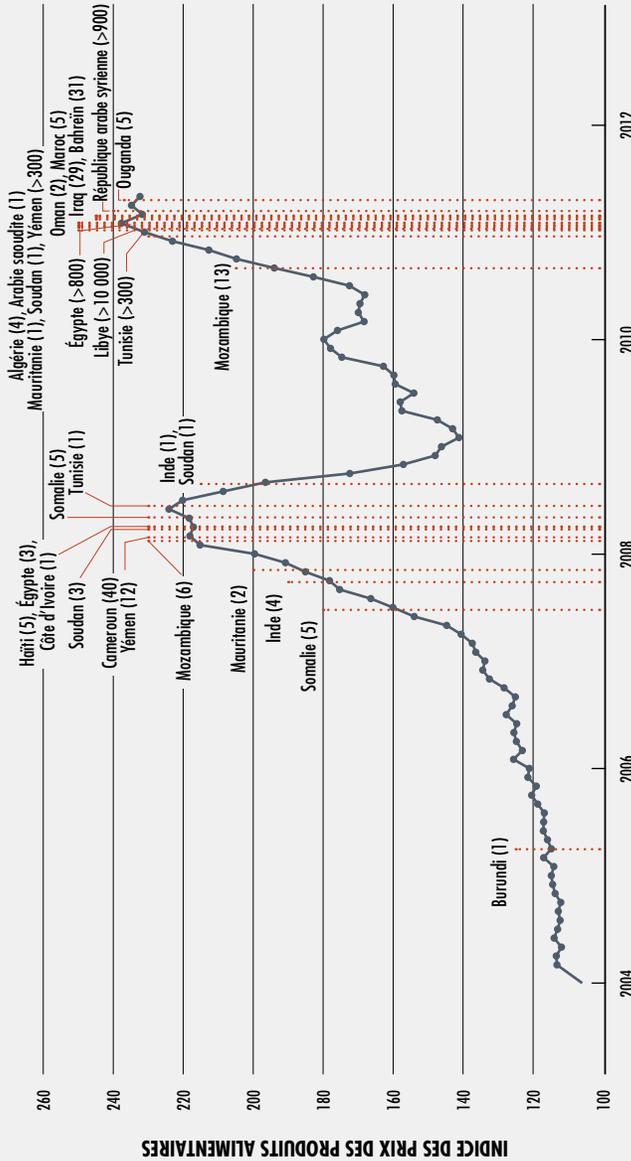
Les flambées des prix des denrées alimentaires

La plupart des pauvres dépensent plus de 50 pour cent de leurs revenus pour se nourrir et toute augmentation des prix, même légère, peut avoir de graves conséquences sur leur bien-être. De plus en plus de données montrent que les hausses des prix alimentaires sont un facteur important dans le déclenchement de troubles sociaux (manifestations, émeutes, violence ou guerre civile).

Le mécontentement des consommateurs est le principal motif invoqué pour expliquer les liens entre les prix alimentaires et les conflits. La hausse des prix détermine en effet des restrictions économiques et/ou la perception de privations, qui sont elles-mêmes à l'origine de doléances pouvant entraîner un conflit. Une deuxième théorie met en évidence la faille d'autorité et de légitimité qui se produit lorsque les pouvoirs publics ne garantissent pas la sécurité alimentaire, poussant ainsi la popu-

LES CRISES DES COURS INTERNATIONAUX DES DENRÉES ALIMENTAIRES EN 2007 ET 2008, PUIS EN 2011, ont déclenché des émeutes dans plus de 40 pays.

FIGURE 20 DES FLAMBÉES SOUDAINES DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ONT DÉCLENCHÉ DES ÉMEUTES DE LA FAIM ET DES MANIFESTATIONS DANS PLUS DE 40 PAYS



NOTES: Évolution dans le temps de l'indice FAO des prix des produits alimentaires de janvier 2004 à mai 2011. Les lignes pointillées verticales rouges correspondent aux dates de début des «émeutes de la faim» et des manifestations associées aux troubles majeurs récemment survenus en Afrique du Nord et au Proche-Orient. Le nombre total de morts figure entre parenthèses. Les données sur les prix reprennent l'indice FAO des prix des produits alimentaires de 2004 à 2011.

SOURCE: Adapté de M. Lagj, K.Z. Bertrand et Y. Bar-Yam. 2011. *The food crises and political instability in North Africa and the Middle East*. Cambridge (États-Unis d'Amérique), New England Complex Systems Institute.

lation à manifester ses griefs contre l'État.

Plus récemment, les crises des cours internationaux des denrées alimentaires en 2007 et 2008, puis en 2011, ont déclenché des émeutes dans plus de 40 pays, dans lesquels l'augmentation de la facture des importations de produits de base a provoqué l'érosion des revenus réels (figure 20).

Changement climatique et événements météorologiques extrêmes

Les événements d'origine climatique peuvent accroître l'insécurité alimentaire en termes de disponibilité et d'accès par des voies diverses. La sécheresse est un cas spécial car elle diminue la productivité de l'agriculture et de l'élevage, augmentant ainsi le réservoir de combattants potentiels et donnant prise à un mécontentement social de proportions plus vastes. En règle générale, une sécheresse grave menace la sécurité alimentaire locale, aggrave les conditions humanitaires et peut provoquer des déplacements humains massifs tout en créant un terreau fertile pour le déclenchement ou la perpétuation d'un conflit.

Le risque de conflit lié aux chocs météorologiques augmente lorsque les populations – en particulier les groupes victimes de discrimination et de marginalisation – ne disposent pas de mécanismes de survie leur permettant d'éviter les effets néfastes de la sécheresse et d'autres événements sur leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence.

Les mauvaises récoltes ou la perte de pâturages provoquées par le climat peuvent comporter une baisse radicale des revenus, et la restriction du capital humain et matériel peut aggraver la situation en rétrécissant

l'éventail des options non agricoles.

La compétition au sujet des ressources naturelles

La compétition pour les terres et l'eau a été signalée comme l'un des facteurs susceptibles de déclencher un conflit, alors que la perte de la terre ou des avoirs productifs, la détérioration

de l'emploi et la dégradation de l'environnement sont une entrave et une menace pour les moyens d'existence des ménages et des communautés. Certaines sources estiment qu'au cours des 60 dernières années, 40 pour cent des guerres civiles ont été associées aux ressources naturelles. Depuis 2000, 48 pour cent environ des conflits civils ont eu lieu en Afrique dans des contextes où l'accès aux terres est indispensable aux moyens d'existence de nombreux ruraux et où les questions foncières ont joué un rôle important dans 27 conflits, sur un total de 30.

LE RÔLE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LA PÉRENNISATION DE LA PAIX

Récolter la paix en améliorant la sécurité alimentaire et la nutrition

Les interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire pourraient contribuer à enlever de la force à certaines des causes des conflits, y compris les motivations susceptibles de conduire certaines personnes

CERTAINES SOURCES ESTIMENT QU'AU COURS DES 60 DERNIÈRES ANNÉES, 40 POUR CENT DES GUERRES CIVILES ont été associées aux ressources naturelles.

à soutenir ou à rejoindre des groupes armés ou à s'engager dans des activités illégales. Par ailleurs, une meilleure stabilité des prix des denrées alimentaires et le rétablissement des marchés agricoles et alimentaires locaux pourraient aider les individus et ménages vulnérables à atténuer les effets du conflit, notamment en aidant les personnes touchées par le conflit à accéder de nouveau aux marchés.

En 2006, dans son rapport d'activité sur la prévention des conflits armés, le Secrétaire général de l'ONU a écrit: «...la lutte contre l'insécurité alimentaire et les problèmes connexes de sous-production agricole et de pénurie de ressources peut contribuer à stabiliser une situation fragile. Une personne qui a faim est une personne en colère.»

Démarches pour renforcer la résilience face aux conflits et pérenniser la paix

On peut mettre en place différentes interventions et mesures liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition pour prévenir et atténuer le risque de récurrence des conflits. Parmi les mesures de prévention susceptibles de briser le lien entre l'insécurité alimentaire et les conflits, on peut citer la protection des consommateurs et des producteurs contre les chocs des prix des denrées alimentaires, par exemple au moyen de mesures de stabilisation des prix et d'interventions

de protection sociale. Une autre approche, qui plonge ses racines dans l'anthropologie sociale, consiste à amener le relèvement par l'agriculture, et ainsi à ramener de la vie dans les foyers et les communautés brisés et à motiver les individus à se réunir après qu'un conflit a détruit les liens sociaux.

En offrant aux ménages pauvres un accès à des transferts en espèces prévisibles, non négligeables et réguliers, on peut les protéger des répercussions des chocs à court terme, et ainsi leur éviter de recourir à des stratégies d'adaptation négatives qui ont des conséquences à long terme. Au fil du temps, en aidant les ménages vulnérables à mieux gérer les risques, la protection sociale peut déclencher des investissements dans des moyens d'existence qui renforcent la résilience des personnes face aux menaces et aux crises futures.

Compte tenu du lien qui existe entre les chocs climatiques, l'effondrement des prix des cultures et des produits de l'élevage et l'apparition de conflits, il convient de favoriser l'adoption de pratiques agricoles et de stratégies de subsistance visant à l'adaptation au changement climatique, comme un élément à part entière de la prévention des conflits – en accordant une attention toute particulière aux moyens d'existence pastoraux et semi-pastoraux.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Chaque situation de conflit est particulière et, dans ce domaine, les solutions toutes prêtes n'existent pas. Il est néanmoins possible de calibrer au mieux l'intervention en s'appuyant sur les recommandations générales suivantes :

- ▶ La pérennisation de la paix est un engagement de longue haleine. Loin d'avoir un seul impact, les conflits ont généralement des effets multiples et aggravants, qui se manifestent tous au même moment, et dont la complexité doit être dûment prise en compte lors de la conception des programmes et des politiques d'intervention. Par exemple, à travers ses effets sur l'économie et les prix, un conflit peut réduire l'accès des ménages aux aliments et limiter les déplacements de telle sorte que les ménages n'aient plus accès aux aliments, aux services de santé et à de l'eau salubre, ce qui augmente la prévalence des maladies et dans certains cas de la mortalité. Les approches à court-terme et à caractère sectoriel axées sur la résolution d'un seul problème ont donc peu de chances d'être efficaces. Pour atténuer ces impacts et renforcer la résilience, il faudrait insister davantage sur la programmation multisectorielle dans le cadre d'approches intégrées de développement qui dépassent le cadre humanitaire.
- ▶ Il importera de nouer des partenariats plus étroits entre les acteurs qui œuvrent dans le domaine humanitaire et en faveur du développement et de la paix d'une part et les institutions financières internationales d'autre part en vue d'aider les communautés touchées par un conflit ou une crise prolongée à venir à bout de leurs causes profondes, à améliorer leur résilience et à trouver des solutions durables.
- ▶ Dans les contextes de conflit et de crise prolongée, il est essentiel de stimuler l'action en faveur du développement pour aider les populations à devenir autosuffisantes aussi rapidement que possible et à être plus résilientes face aux chocs à venir (y compris les conflits). Cette démarche exige une plus grande tolérance au risque, un engagement plus précoce, plus de souplesse dans les modalités de financement et une programmation adaptée au contexte, qui tienne compte des enjeux des conflits.

2017

L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

RENFORCER LA RÉSILIENCE POUR FAVORISER LA PAIX ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La communauté internationale s'est engagée à éliminer la faim et toute forme de malnutrition dans le monde d'ici à 2030. Des progrès importants ont certes été accomplis, mais les situations de conflit et les catastrophes d'origine naturelle ou humaine constituent des obstacles. Le rapport 2017 sur L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde prévient que la tendance de fond à la baisse de la sous-alimentation semble connaître un coup d'arrêt et qu'elle s'est peut-être même inversée, en grande partie sous l'effet des dits obstacles. Parallèlement, alors que la situation continue de s'améliorer sur le plan de la malnutrition infantile, la progression de l'excès pondéral et de l'obésité est préoccupante dans la plupart des régions du monde.

Ces constats, ainsi que d'autres, sont présentés en détail dans l'édition 2017 de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (auparavant intitulé L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde). Pour la première fois cette année, la publication du rapport est le fruit d'un partenariat élargi auquel, outre la FAO, le FIDA et le PAM, sont désormais associés l'OMS et l'UNICEF.

Ce rapport marque également une nouvelle ère dans le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Afin de mesurer les progrès réalisés quant à la concrétisation de l'objectif d'élimination de la faim, les auteurs se sont appuyés à la fois sur l'indicateur habituel de prévalence de la sous-alimentation et sur un nouvel indicateur – la prévalence de l'insécurité alimentaire grave – fondé sur l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue. Le rapport analyse en outre diverses formes de malnutrition, notamment les tendances et les situations intéressantes le retard de croissance, l'émaciation et l'excès pondéral chez l'enfant ainsi que l'obésité chez l'adulte. La partie thématique du rapport permet de mieux comprendre la mesure dans laquelle la multiplication des conflits dans le monde a des répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Elle montre par ailleurs comment, par un renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience des moyens d'existence des populations rurales, il est possible de contribuer à la prévention des conflits et au maintien de la paix.



*L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition
dans le monde (version intégrale)*

